



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFERENCE REGIONALE DE LA FAO POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

Trente-troisième session

Santiago (Chili), 6-9 mai 2014

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde (SOFI)

Des progrès continuent à être enregistrés mais ils restent insuffisants pour atteindre les objectifs de réduction de la faim qui ont été fixés

1. Pendant la période 2011-2013, 842 millions de personnes – soit environ une personne sur huit dans le monde, ont souffert de faim chronique, ce qui signifie qu'elles n'ont pas mangé en quantité suffisante de façon régulière pour mener une vie active. Ce chiffre est inférieur aux 854 millions de personnes qui étaient dans cette situation en 2010-2012. En outre, le nombre total de personnes sous-alimentées a baissé de 17 pour cent par rapport à 1990-1992.

2. Globalement, au niveau mondial, des avancées considérables ont été observées dans la réalisation de la cible de l'objectif du Millénaire pour le développement relatif à la réduction de la faim (OMD 1). Si la baisse annuelle moyenne enregistrée ces 21 dernières années se poursuit jusqu'en 2015, la prévalence de la sous-alimentation s'établira à un niveau proche de celui de la cible. Quoi qu'il en soit, malgré les progrès enregistrés, l'engagement pris au Sommet mondial de l'alimentation (SMA) de 1996 de réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim est loin d'être tenu.

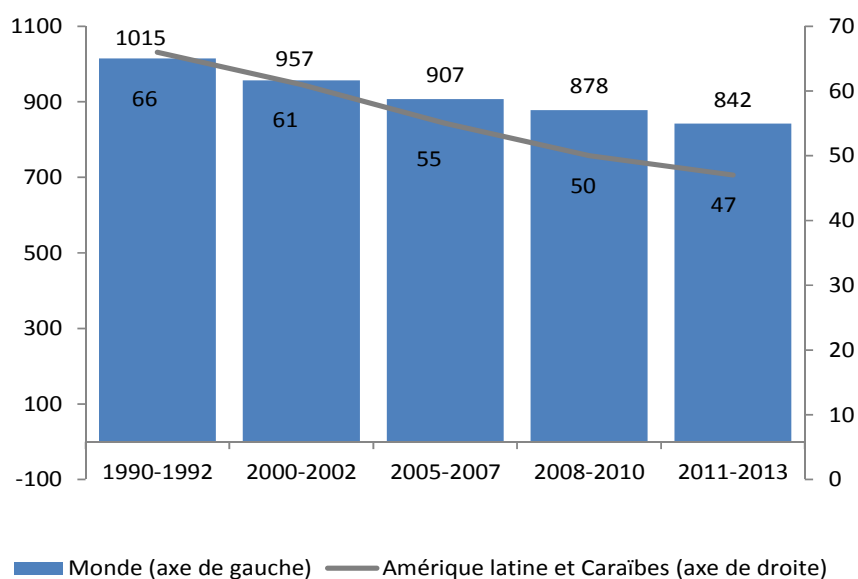
3. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, pendant la même période, le nombre de personnes sous-alimentées a été voisin de 47 millions, un chiffre en recul de trois millions par rapport à celui de la période triennale 2008-2010. Par conséquent, approximativement 7,9 pour cent de la population de la région souffrent de la faim, ce qui, comparé au pourcentage de 14,7 pour cent enregistré il y a deux décennies (1990-1992), permet d'être optimiste quant à la possibilité de réduire la proportion de personnes souffrant de la faim de moitié d'ici à 2015 et ainsi d'atteindre la cible fixée dans le cadre des OMD. Pour respecter l'engagement pris au Sommet mondial de l'alimentation, la population de la région touchée par la sous-alimentation devrait baisser de 14 millions supplémentaires au cours des deux prochaines années.

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org



mk018f

Figure 1. Évolution de la faim dans le monde et dans la région Amérique latine et Caraïbes entre les périodes 1990-1992 et 2011-2013



FAO, 2013

4. Dans tous les cas, que les progrès relatifs à la réduction de la faim soient analysés par rapport aux objectifs pertinents définis dans le cadre des OMD ou celui du SMA, il est certain que des écarts importants persistent entre les différentes régions du monde. La majorité des personnes sous-alimentées reste concentrée en Asie du Sud, suivie de près par l'Afrique subsaharienne et l'Asie orientale. L'Afrique dans son ensemble demeure la région où la prévalence de la sous-alimentation est la plus élevée, puisque, selon les estimations, plus d'une personne sur cinq y est sous-alimentée. Il est probable que le continent africain n'atteigne pas la cible de l'OMD relatif à la réduction de la faim (en Afrique subsaharienne, les avancées observées sont insuffisantes), alors que la région Amérique latine et Caraïbes et la région Asie pourront y parvenir (la région du Caucase et de l'Asie centrale, l'Asie orientale et l'Asie sud-orientale l'ont déjà atteint et l'Amérique latine est en passe de l'atteindre).

Mesure des différentes dimensions de la sécurité alimentaire

5. Il est plus facile de comprendre les diverses dimensions de la sécurité alimentaire – disponibilité, accès, utilisation et stabilité – lorsque celle-ci est présentée par l'intermédiaire d'une série d'indicateurs.

6. La croissance économique, par exemple, peut améliorer l'accès en favorisant l'accroissement des revenus et en faisant reculer la faim, mais cette croissance n'atteint pas toujours l'ensemble de la population. De plus, elle ne se traduit pas forcément par une offre généralisée d'emplois plus nombreux et plus décents, à moins que des politiques (politiques de redistribution et politiques en faveur du développement des services de finance rurale par exemple) ne ciblent spécifiquement les pauvres, notamment en milieu rural. Dans les pays pauvres, la réduction de la faim et de la pauvreté passera obligatoirement par une croissance non seulement soutenue mais aussi largement distribuée. À cet égard, il convient de signaler qu'en termes de réduction de la pauvreté et de l'indigence (ou pauvreté extrême), l'Amérique latine peut se prévaloir aussi d'avancées importantes (en 1990, l'incidence de ces deux phénomènes était de 48,4 pour cent et de 22,6 pour cent de la population, respectivement, alors qu'en 2013, l'incidence de la pauvreté était ramenée à 27,9 pour cent et celle de l'indigence à 11,5 pour cent), mais on assiste ces trois dernières années à un ralentissement préoccupant de la baisse des taux de pauvreté extrême, principalement du fait de la crise financière et économique mondiale.

7. Sous-alimentation et dénutrition peuvent coexister. Toutefois, dans certains pays, le taux de dénutrition, mesuré d'après la proportion d'enfants accusant un retard de croissance, est considérablement plus élevé que la prévalence de la sous-alimentation, telle que reflétée par l'insuffisance des apports énergétiques alimentaires, de la diversification du régime alimentaire et de la disponibilité de certains micronutriments. Dans ces pays, il est essentiel d'agir en faveur d'une meilleure nutrition, notamment pendant les deux premières années de vie, si l'on veut améliorer les aspects nutritionnels de la sécurité alimentaire. Il faut mettre en place un ensemble d'interventions axées sur la sécurité alimentaire et sur l'amélioration de la nutrition dans les domaines de l'agriculture, de la santé, de l'hygiène, de l'approvisionnement en eau et de l'éducation, en ciblant tout particulièrement les femmes. Bon nombre d'études et d'éléments probants montrent que la situation nutritionnelle de la famille s'améliore considérablement quand des actions spécifiques sont menées pour renforcer les capacités des femmes et rendre leur statut social et professionnel plus satisfaisant.

8. Les progrès enregistrés par l'Amérique latine et les Caraïbes en matière de réduction de la dénutrition au cours des deux dernières décennies sont également significatifs (mesurée par exemple par le taux de dénutrition chronique infantile, égal à 12,8 pour cent en 2012). En revanche l'autre fardeau de la malnutrition, le surpoids et l'obésité, qui touche la région se propage comme une pandémie. Concernant 23 pour cent des adultes et 7 pour cent des enfants d'âge préscolaire, ce phénomène devient un grave problème de santé publique, compte tenu de son lien étroit avec les «maladies chroniques non transmissibles». Toujours plus préoccupant, il reflète la mutation des régimes alimentaires, dans une région où la population s'urbanise et où la quantité d'aliments préparés, de mauvaise qualité et de faible valeur nutritionnelle, va en augmentant. Soucieux de freiner cette tendance, de nombreux pays prennent des mesures visant à promouvoir les aliments frais, les habitudes saines, la diversification de l'alimentation et l'éducation en matière de nutrition.

9. Au niveau mondial, durant les deux dernières décennies, la production alimentaire a augmenté plus vite que la population dans les pays en développement, ce qui se traduit par une meilleure disponibilité alimentaire par habitant. De ce fait, la disponibilité de calories d'origine alimentaire a augmenté plus vite que les besoins et la qualité de l'alimentation s'est aussi améliorée. De même, dans la région Amérique latine et Caraïbes, la production agricole, en termes agrégés, a progressé plus rapidement que la population et que la demande, si bien que la disponibilité alimentaire s'est manifestement améliorée. Du point de vue de la disponibilité énergétique alimentaire, la région est aussi largement au-dessus de la moyenne des besoins énergétiques minimaux. En conséquence, comme indiqué à diverses occasions, les problèmes de la faim et de la dénutrition qui se posent dans la région ne sont généralement pas dus à une pénurie ou une disponibilité insuffisante d'aliments mais au fait que de nombreux ménages n'ont pas accès aux aliments faute de revenus.

10. Selon les dernières estimations de la FAO (2011-2013), la disponibilité calorique par personne et par jour dans le monde s'élève à 2 860 kcal/personne/jour, soit 10 pour cent de plus que pendant la période 1990-1992. Dans la région, la disponibilité énergétique alimentaire actuelle est supérieure à la moyenne mondiale, puisqu'elle se chiffre à quelque 3 010 kcal/personne/jour. Dans tous les pays de la région, la disponibilité calorique dépasse les besoins journaliers minimaux par personne, cependant il existe des écarts importants à l'intérieur de la région.

11. En matière de production, la tendance dans la région Amérique latine et Caraïbes au cours des trente dernières années a été globalement à la hausse, même si quelques produits ont pu enregistrer des baisses à certaines périodes. On peut citer en particulier l'augmentation spectaculaire de la production de soja au cours des trois décennies visées par l'analyse et la croissance notable de la production de maïs et (dans une moindre mesure) de sucre. Les chiffres indiquent que la région Amérique latine et Caraïbes fait partie à l'échelle mondiale des grands producteurs de produits tels que le café (59 pour cent), le soja (54 pour cent), le sucre (36 pour cent), la viande bovine (30 pour cent), le maïs (14 pour cent) et les produits laitiers (10 pour cent), pour ne citer que les principaux produits.

12. En ce qui concerne certains facteurs influant sur la dimension de la stabilité de la sécurité alimentaire, des données récentes semblent indiquer que les fluctuations des prix sur les marchés internationaux de produits de base ont eu un impact moins important qu'on ne le pensait sur les prix à la consommation. Ce fait a été aussi constaté dans la majeure partie des régions du monde. Quoi qu'il

en soit, quand les prix des denrées alimentaires augmentent, le consommateur peu fortuné se rabat fréquemment sur des aliments moins chers et moins nutritifs et risque davantage de souffrir de carences en micronutriments ou d'autres formes de malnutrition, ce qui peut poser des problèmes de santé et compromettre les capacités de développement et la productivité à moyen terme.

13. Par ailleurs, ces dernières années, l'offre de produits alimentaires a aussi été plus fluctuante que d'habitude du fait de la multiplication des phénomènes extrêmes, tels que les sécheresses et les inondations, mais la consommation est restée plus stable que la production et les prix. Cependant, les petits paysans, les pasteurs et les consommateurs pauvres demeurent particulièrement vulnérables. Ainsi, entre janvier 2012 et septembre 2013, la région a été le théâtre de plus de 60 catastrophes naturelles qui ont touché près de 6 millions de personnes, fait 1 140 victimes et provoqué des pertes économiques évaluées à 5 992 millions d'USD.

Dimensions de la sécurité alimentaire à l'échelon national

14. Même s'il est encore possible d'atteindre d'ici à 2015 l'objectif relatif à la faim défini dans le cadre des OMD, les progrès sont inégaux et l'on peut s'attendre à ce que de nombreux pays n'y arrivent pas. Il est fortement probable que les pays qui ont été touchés par des conflits ou des catastrophes naturelles de grande ampleur au cours des deux dernières décennies aient pris un retard important dans la lutte contre la faim. Les pays soumis à des contraintes géographiques se heurtent en permanence à des difficultés pour ce qui est de l'accès aux marchés nationaux et internationaux, et les pays en mal d'infrastructures et dotés d'institutions faibles sont confrontés à d'autres types de problèmes. À cet égard, il est certes satisfaisant de constater que 16 des 38 pays qui ont déjà atteint cette cible des OMD sont des pays de la région Amérique latine et Caraïbes et que d'autres pays de la région ont fait des progrès importants, mais il n'en reste pas moins que les écarts peuvent être importants à l'intérieur de la région.

15. D'ailleurs, si l'on examine les pays qui ont obtenu de bons résultats dans la lutte contre la faim ces dernières décennies – ils sont majoritaires dans le cas de la région Amérique latine et Caraïbes, on s'aperçoit que plusieurs facteurs ont contribué à cette réussite, à savoir une croissance économique robuste sur plusieurs décennies, des échanges commerciaux plus libres, une stabilité politique et des conditions favorables sur les marchés internationaux caractérisées par des prix à l'exportation élevés. Mais c'est surtout l'engagement des gouvernements successifs en faveur du développement rural à long terme et de la réduction de la pauvreté qui a été le moteur du changement.

16. Il est possible de réduire la faim même en situation de pauvreté généralisée, quand l'engagement des gouvernements se traduit par la mise en place de politiques qui visent à améliorer la productivité agricole et la disponibilité des produits alimentaires et ciblent en particulier les petits exploitants agricoles, l'un des groupes les plus vulnérables, marginaux et exclus de la société. Associées à des dispositifs de protection sociale et à d'autres mesures propres à accroître le revenu dont disposent les familles pauvres pour acheter à manger et accéder aux soins de santé, ces politiques peuvent avoir un effet encore plus important et stimuler le développement rural, en dynamisant les marchés et en favorisant la création d'emplois, rendant possible une croissance économique équitable.

17. Les envois de fonds effectués par les migrants, dont le montant au niveau mondial est devenu trois fois plus élevé que l'aide publique au développement, ont eu des incidences non négligeables sur la pauvreté et la sécurité alimentaire. Le présent rapport laisse penser que les envois de fonds peuvent contribuer à faire reculer la pauvreté, et partant, à réduire la faim, à améliorer les régimes alimentaires et, en présence de politiques adaptées, à encourager les investissements dans les exploitations agricoles.

18. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, l'engagement politique requis pour éradiquer la faim a été explicité en premier lieu au niveau politique dans différentes instances régionales, notamment l'Initiative pour l'Amérique latine et les Caraïbes libérées de la faim, le deuxième Sommet des chefs d'État ou de gouvernement de la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC), et la loi-cadre du Parlement latino-américain sur le droit à l'alimentation et à la sécurité et la souveraineté alimentaires. De plus, aux niveaux sous-régional et national, l'engagement s'est aussi

traduit par un grand nombre de politiques, plans et programmes multisectoriels et sectoriels de diverses portées.

19. Ainsi, par exemple, dans le domaine de la protection sociale, si l'on analyse les initiatives les plus importantes qui sont menées à bien dans la région, on peut citer: i) les programmes de transfert conditionnel d'argent, de moyens de production ou de vivres, ii) l'alimentation scolaire, iii) la promotion des emplois décents en milieu rural et iv) l'appui à l'agriculture familiale. Ces quatre initiatives, mises en œuvre dans le cadre de la formulation de politiques de protection sociale intégrées, stimulent la productivité et contribuent à la disponibilité d'aliments à la fois dans les zones rurales et les zones urbaines. Leur rôle moteur constitue l'une des clés, d'une part, de l'amélioration des indicateurs sociaux dans la région et, d'autre part, de la stabilisation de ces indicateurs dans les situations de crise économique.

20. Les programmes de transfert conditionnel d'argent, de moyens de production ou de vivres, qui font partie des dispositifs non contributifs de l'univers de la protection sociale, ont joué pendant la dernière décennie un rôle important dans la réduction de la pauvreté rurale et l'amélioration de la sécurité alimentaire dans la région. Cet instrument de politique sociale permet d'atteindre les secteurs les plus démunis, particulièrement vulnérables et habituellement exclus et laissés en marge de la société. L'aide fournie et les services associés à la protection sociale ont donné aux catégories les plus pauvres et les plus vulnérables de la société la possibilité d'accéder à un niveau minimal de consommation et de bien-être et de commencer à se hisser hors de la pauvreté chronique, extrême ou transitoire. Actuellement, 21 pays de la région recourent à l'un ou l'autre type de programme de transfert conditionnel, des programmes qui ont couvert en 2010 quelque 113 millions de personnes, soit 19 pour cent environ de la population régionale.

21. Bien entendu, les programmes d'alimentation scolaire ne constituent pas une nouveauté dans la région mais, ces dernières années, un grand nombre de pays de la région les ont remaniés afin, d'une part, d'adapter les menus scolaires aux caractéristiques culturelles et aux habitudes de consommation des localités où se situent les écoles concernées et, d'autre part, d'accroître la proportion d'aliments produits localement en vue de créer un effet multiplicateur susceptible de profiter aux petits producteurs par l'intermédiaire des achats publics de produits alimentaires. Selon une étude réalisée en 2009 sur 16 pays, un montant moyen de plus de deux milliards d'USD est investi annuellement dans l'alimentation scolaire en Amérique latine et aux Caraïbes. Pendant les années couvertes par l'étude, ces programmes ont touché 67 millions d'enfants. Ces deux chiffres sont révélateurs de l'ampleur de ces programmes et de l'engagement croissant des gouvernements.

22. La catégorie professionnelle des «salariés» a considérablement progressé ces dernières années en Amérique latine et aux Caraïbes, représentant en moyenne de 35 pour cent à 47 pour cent de la population active rurale. En conséquence, un nombre important de familles rurales de la région tirent une partie ou la totalité de leurs revenus d'un ou de plusieurs emplois salariés occupés dans l'année, mais l'absence de conditions de travail décentes ou leur fragilité font que le travail salarié ne contribue pas à faire reculer sensiblement la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Le renforcement et la mise en place de politiques publiques destinées à corriger cette défaillance caractéristique du milieu rural fait partie des grands enjeux régionaux.

23. Ces dernières années, l'agriculture familiale s'est taillé une large place dans les programmes politiques, ce qui s'explique non seulement par l'importance qu'elle a acquise comme productrice d'aliments de consommation courante mais aussi par sa remarquable capacité d'adaptation aux modalités du développement rural durable et son rôle de moteur de l'économie locale. Variée sur les plans social et productif, créant des liens entre les pays ou à l'intérieur de chaque pays, l'agriculture familiale fait cohabiter des cellules familiales extrêmement compétitives et bien intégrées dans des marchés dynamiques avec une vaste catégorie située à «la base de la pyramide» qui, en revanche, demeure engluée dans la pauvreté et l'exclusion sociale, associant parfois les activités de subsistance au travail salarié.

24. Ces dernières années, la région Amérique latine et Caraïbes a mis au point une vaste gamme de politiques différenciées, et souvent efficaces, pour promouvoir l'agriculture familiale. Bon nombre d'entre elles sont assorties d'un cadre institutionnel susceptible de pourvoir aux multiples besoins de ce

type d'agriculture, notamment par l'intermédiaire d'un ensemble de mesures juridiques, de programmes spécifiques et de services d'assistance technique, de recherche et de finance. Cette institutionnalisation, de même que les politiques d'appui, doivent être assorties d'un budget en accord avec les tâches et les objectifs définis. Diverses modalités ont été mises en place dans la région pour répondre aux besoins de l'agriculture familiale.

25. En conséquence, les expériences de divers pays démontrent globalement l'importance des systèmes de protection sociale et des interventions visant à améliorer la nutrition, des politiques axées sur l'amélioration de la productivité agricole et l'intensification du développement rural, de la diversification des sources de revenus et d'un engagement à long terme en faveur de l'intégration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les politiques et les programmes publics. Il faut intégrer de manière cohérente les politiques de protection sociale aux politiques relatives au développement rural, à l'agriculture et à la sécurité alimentaire pour que les efforts se conjuguent et que les stratégies, qui s'appuient et se renforcent mutuellement, aient des incidences positives sur le long terme en favorisant l'éradication de la faim, de la malnutrition et de la pauvreté.

26. La Conférence régionale est invitée à prendre note du fait qu'à deux ans de l'échéance fixée pour les Objectifs du Millénaire, la région Amérique latine et Caraïbes dans son ensemble est sur le point d'atteindre la cible consistant à «réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim». Seize pays de la région ont déjà atteint la cible et divers autres sont en passe d'y parvenir, mais les pays membres sont invités à intensifier la collaboration régionale afin qu'il soit permis d'espérer que la génération actuelle soit la première génération d'habitants d'Amérique latine et des Caraïbes à vivre dans une région libérée de la faim.